

215716-2026 - Mise en concurrence

France – Services de centres aérés et de centres de vacances – Affaire n°26V015 -
EXPLOITATION DE L'ACTIVITE ENFANCE-JEUNESSE POUR LA VILLE DE CHARTRES

OJ S 62/2026 30/03/2026

Avis de marché – régime assoupli

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Ville de Chartres (28)

Adresse électronique: marches.publics@agglo-ville.chartres.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Affaire n°26V015 - EXPLOITATION DE L'ACTIVITE ENFANCE-JEUNESSE POUR LA VILLE DE CHARTRES

Description: Affaire n°26V015 - EXPLOITATION DE L'ACTIVITE ENFANCE-JEUNESSE POUR LA VILLE DE CHARTRES

Identifiant de la procédure: 04c920fb-1bc1-40da-90db-dc11d2185b61

Identifiant interne: 26V015

Type de procédure: Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure et informations sur l'endroit où obtenir les règles complètes applicables à la procédure: La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte pour les marchés ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 55240000 Services de centres aérés et de centres de vacances

Nomenclature complémentaire (cpv): 85312110 Services de crèches et garderies d'enfants, 92331210 Services d'animation pour enfants

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Eure-et-Loir (FRB02)

Pays: France

Informations complémentaires: Le lieu d'exécution sera précisé dans les bons de commande.

2.1.3. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 1 750 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale:

Faillite:

Corruption:

Concordat:

Participation à une organisation criminelle:

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental:

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme:

Fraude:

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains:

Insolvabilité:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail:

Biens administrés par un liquidateur:

Faussees déclarations, dissimulation d'informations, incapacité de présenter les documents requis ou obtention d'informations confidentielles sur cette procédure:

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché:

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché:

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social:

État de cessation d'activités:

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes:

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Affaire n°26V015 - EXPLOITATION DE L'ACTIVITE ENFANCE-JEUNESSE POUR LA VILLE DE CHARTRES

Description: La présente consultation a pour objet l'exploitation du service public lié à l'activité Enfance-Jeunesse pour la ville de Chartres. Le titulaire aura à sa charge l'exécution des missions suivantes : - l'accueil des enfants scolarisés en maternelle et en élémentaire sur le temps extrascolaire ; - l'accueil des enfants scolarisés en maternelle sur le temps périscolaire le matin et le soir ; - l'accueil le matin sur le temps périscolaire des enfants scolarisés à l'école élémentaire Maurice de Vlaminck et des enfants scolarisés en élémentaire selon les places disponibles sur les sites des écoles maternelles ; - l'accueil des enfants scolarisés en maternelle et en élémentaire en garderie de 18h à 18h30 ; - l'accueil des enfants scolarisés en maternelle et élémentaire sur les temps scolaires dans le cadre des classes de découverte. La nature et quantité et les besoins sont indiqués dans le cahier des charges

Identifiant interne: 26V015

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 55240000 Services de centres aérés et de centres de vacances

Nomenclature complémentaire (cpv): 85312110 Services de crèches et garderies d'enfants, 92331210 Services d'animation pour enfants

5.1.3. Durée estimée

Date de début: 01/09/2026

Date de fin de durée: 31/08/2027

5.1.5. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 1 750 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description: A l'issue du présent accord-cadre

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: - La consultation aboutira à un accord-cadre sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 750 000,00 € HT - 2 100 000,00 € TTC pour toute sa durée. - L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au 31/08/2027 inclus, ou jusqu'à ce que le montant maximum soit atteint. L'exécution effective des prestations débute le 01/09/2026. La période située entre la date de notification et le 31/08/2026 correspond à une phase de préparation pour la bonne mise en route de l'exécution des prestations. - Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Les modalités de mise en oeuvre de cette obligation sont détaillées à l'article 3 du CCAP. Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires - Reprise du personnel : Les modalités de cette reprise sont détaillées à l'article 11 du CCAP et dans le CCTP et notamment à l'article E du Titre II « Caractéristiques Générales » du CCTP. - Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable détaillés à l'article 12 du CCAP.

5.1.7. Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale: Autre

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Qualité

Nom: Qualité

Description: Critère Qualité (valeur technique) Ce critère est découpé en 2 sous-critères : 1.1 - Approche pédagogique selon les différents modes d'accueils (50.0 %) 1.2 - Méthodologie / notion de projet / présentation d'un accueil type (50.0 %)

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 50

Critère:

Type: Prix

Nom: Prix des prestations

Description: Prix des prestations

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 50

5.1.11. Documents de marché

Date limite de demande d'informations complémentaires: 27/04/2026 23:59:00 (UTC+02:00)

Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-securises.fr>

Canal de communication ad hoc:

Nom: Portail profil acheteur territoire communautaire

URL: <https://www.c-chartres-marches.fr>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-securises.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 07/05/2026 15:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: oui

Arrangement financier: Règlement : par mandat administratif en 30 jours maximum Le financement de l'accord-cadre s'effectue : - par abandon de recettes auprès des usagers des activités moyennant la perception des tarifs, - par abandon d'autres recettes complémentaires (issues de partenaires financiers tels que la CAF, le Conseil Départemental...), - par des ressources propres (budget communal et budget des écoles pour les classes découvertes).

Voir l'article 7 du CCAP et son annexe 1 pour plus de précisions sur les modalités d'exécution financières de l'accord-cadre.

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Référé pré contractuel : articles L551-1 à 12 et R551-6 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel : articles L551- 13 et suivants et R551-7 à 10 CJA, et pouvant être exercé dans les délais du R551-7 CJA. Recours en contestation de validité du contrat - jurisprudence "Tarn et Garonne" pouvant être exercé par les tiers au contrat, sans considération de qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de

publicité appropriées. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Ville de Chartres (28)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Ville de Chartres (28)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Ville de Chartres (28)

Organisation qui traite les offres: Ville de Chartres (28)

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Ville de Chartres (28)

Numéro d'enregistrement: 21280085800012

Département: Commande publique

Adresse postale: Autricum - Place des halles

Ville: Chartres Cedex

Code postal: 28019

Subdivision pays (NUTS): Eure-et-Loir (FRB02)

Pays: France

Adresse électronique: marches.publics@agglo-ville.chartres.fr

Téléphone: +33 237234064

Adresse internet: <https://www.marches-securises.fr>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <http://www.chartres.fr>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0003

Nom officiel: TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS

Numéro d'enregistrement: 17450005800022

Adresse postale: 28 rue de la Bretonnerie

Ville: Orléans cedex 1

Code postal: 45057

Subdivision pays (NUTS): Loiret (FRB06)

Pays: France

Point de contact: Greffe du Tribunal

Adresse électronique: greffe.ta-orleans@juradm.fr

Téléphone: +33 238775900

Adresse internet: <https://www.telerecours.fr/>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: f251ee32-c122-4610-92c0-0af3e5e9badc - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché – régime assoupli

Sous-type d'avis: 20

Date d'envoi de l'avis: 27/03/2026 12:35:30 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 215716-2026

Numéro de publication au JO S: 62/2026

Date de publication: 30/03/2026